

M. GRAYDON: Permettez-moi de répondre à M. Croll qu'il n'a peut-être pas tout à fait compris mon objection. Elle ne s'appliquait pas au Canada en particulier. Notre pays est en mesure de voir la situation de près et notre système de consultation est peut-être un peu plus efficace qu'en certains autres pays. Ma remarque visait certaines autres nations libres et je me demandais si on pouvait apporter quelque amélioration.

M. CROLL: M. Diefenbaker ne vous a-t-il pas posé la même question en Chambre, au sujet des États-Unis? Vous lui avez répondu que les États-Unis conféraient avec les démocraties du monde libre.

L'hon. M. PEARSON: Nous avons rencontré plusieurs fois les représentants des pays qui, comme nous, ont des troupes en Corée. Mais ce que M. Graydon déclare au sujet de l'amélioration du système actuel est plein de bon sens. Aucun de nous n'est convaincu, par exemple, que nous avons élaboré la meilleure méthode de consultation entre les pays de l'OTAN.

M. GRAYDON: Je suppose que vous pourriez dire, au sujet de cette question de consultation, qu'on n'y peut rien faire et que vous devez régler vos actions selon qu'elles sont, à votre connaissance, pratiques ou non. Mais il me semble nettement important que nos actions soient approuvées par l'opinion publique.

L'hon. M. PEARSON: Puis-je faire une suggestion? Le fait de concentrer notre attention sur de nouvelles méthodes de consultation et de nouveaux organismes internationaux à créer nous fait parfois oublier que nous possédons une méthode ancienne et éprouvée de consultation, soit nos services ordinaires de diplomatie. En vérité, je vais aller plus loin: je dirai qu'à la longue, ces services se révèlent comme étant la meilleure forme de consultations. Il est très important que ces autres organismes la complètent, mais il est aussi très important de ne pas oublier que tant que nos ministres à l'étranger vont de conférence en conférence, ils constituent ainsi un service continu de consultation diplomatique. Les personnes qui sont chargées de ce service sont censées être des experts et savoir ce qu'elles ont à faire. Habituellement, c'est le cas. Nos meilleures sources d'information sont ordinairement les messages que nous recevons de nos représentants à l'étranger.

M. CROLL: Le ministre doit-il partir maintenant?

L'hon. M. PEARSON: Je dispose encore de dix minutes.

M. CROLL: Monsieur le président, alors que j'étais aux Nations Unies, la dernière fois que nous y sommes allés, quelqu'un d'un autre pays m'a dit que, selon le protocole, un groupe du pays auquel le président appartient devrait visiter de temps en temps les Nations Unies. Savez-vous si c'est vrai?

Le PRÉSIDENT: J'espère que oui.

M. CROLL: Eh bien, dans ce cas, veuillez faire quelque chose à ce sujet.

M. GREEN: A-t-on fait des efforts valables pour inciter d'autres membres des Nations Unies à envoyer des troupes en Corée?

L'hon. M. PEARSON: Ils ont tous été approchés plus d'une fois, monsieur Green, par les Nations Unies. Plus de 20 pays envoient maintenant des secours, d'une façon ou d'une autre. Mais je crois qu'on estime, en certains lieux, que des pays pourraient faire davantage. Je ferais aussi remarquer que les autorités militaires estiment qu'il est difficile, au point de vue militaire, d'intégrer de petits contingents provenant de divers pays dans une seule organisation militaire. Je ne dis pas qu'on ne devrait pas le faire, mais je crois que c'est là un problème d'ordre militaire. Il existe en Corée des contingents de 250 à 500 soldats, d'autres moindres, et cela créé un réel problème. Ce serait plus facile, pour l'organisation militaire, si l'apport minimum était une unité complète, comme une brigade, par exemple. Mais on a tâché de sonder les membres des Nations Unies pour découvrir s'ils